



Union communiste internationaliste (trotskyste)

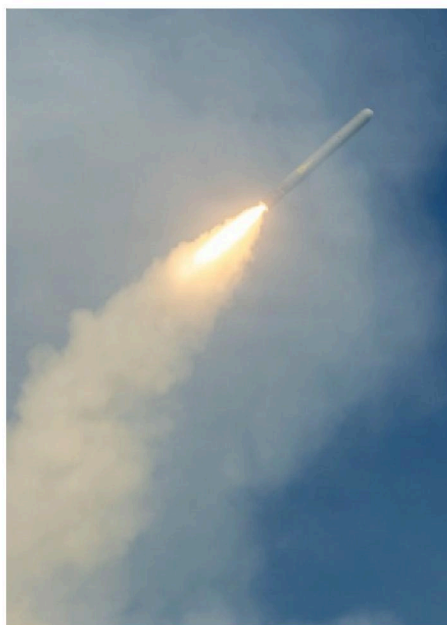
La seule guerre à mener : celle pour les intérêts des travailleurs !

« Quatre semaines ou moins » annonçait Trump au déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Un mois plus tard, ce sont plus de 4.500 morts sous les bombes dans plus de 12 pays, des millions de déplacés en Iran et au Liban, des familles qui ont tout perdu.

C'est une guerre de plus qui s'ajoute à celles du Soudan, Gaza, Congo, Ukraine et qui enfonce la planète dans une spirale dont personne ne maîtrise ni les conséquences ni la fin. Le 22 mars, ultimatum de Trump de 48h à l'Iran pour rouvrir le détroit d'Ormuz. Le lendemain, pause et « négociations » démenties dans l'heure par l'Iran. Pause de cinq jours des frappes sur les infrastructures énergétiques, avant de bombarder deux installations gazières le lendemain ! Puis la « pause » est prolongée jusqu'au 6 avril, mais 10.000 soldats supplémentaires sont envoyés dans la région, portant les forces américaines à leur plus haut niveau depuis la guerre d'Irak en 2003 !

Ces allers-retours ne sont pas seulement la méthode « Trump ». C'est le symptôme d'un conflit dans lequel les dirigeants américains s'enlisent, comme autrefois en Afghanistan et au Vietnam. Coincés entre les intérêts de leurs alliés israéliens d'extrême droite et ceux des milliardaires du Golfe, entre les marchés financiers qui s'affolent et

les vendeurs d'armes qui prospèrent. C'est la contradiction entre le développement du capitalisme au niveau mondial et la volonté pour les capitalistes des États-Unis de rester à la tête de l'économie face à la Chine.



Que nous le voulions ou non, nous sommes, en Belgique, comme tous les peuples de la planète, embarqués dans une 3ème guerre impérialiste mondiale. Et si nous ne sommes pas encore sous les bombes, nous en payons déjà la facture.

Le blocage du détroit d'Ormuz a servi de prétexte à tous les spéculateurs pour faire exploser les prix de l'énergie. Y compris aux USA pourtant exportateurs de pétrole ou en Belgique dont seuls 4% du pétrole importé transitent par le

détroit d'Ormuz. Derrière suivent les engrais, les produits agricoles, l'industrie chimique, dont les prix vont augmenter. En Inde, le gaz est rationné pour les particuliers. En Birmanie, les voitures ne circulent qu'un jour sur deux. Au Vietnam et au Bangladesh des usines tournent maintenant au ralenti. Quelles nouvelles tensions naîtront de ce nouveau désordre ?

Certains dirigeants européens déclarent que « ce n'est pas notre guerre ». Ils mentent. Les faits parlent d'eux-mêmes : le Royaume-Uni et la France ont envoyé avions et navires de guerre, le chef de la marine belge affirme que : « nous pourrions jouer un rôle dans la lutte antimines ». Et ces mêmes dirigeants nous préparent depuis des mois aux sacrifices : augmenter les budgets militaires, accepter l'austérité... et demain envoyer nos enfants sur les champs de bataille.

Quant à Bouchez, toujours à se faire mousser, il affirme au contraire que « ceux qui pensent que ce n'est pas notre guerre se trompent ». Il voudrait faire croire que les travailleurs ici auraient intérêt à se ranger du côté des dirigeants des États-Unis et d'Israël pour combattre l'Iran et demain la Chine. Mais c'est faux. Il y a d'un côté les dirigeants qui acceptent de sacrifier les vies des autres pour défendre leurs intérêts, et de l'autre, les travailleurs, ici et par-

tout sur la planète, qui en paient la note.

Qu'ils se déclarent pro ou anti Trump, tous les dirigeants sont d'accord quand il s'agit de faire payer les travailleurs. En Belgique, le gouvernement De Wever veut imposer cinq milliards d'euros supplémentaires de coupes budgétaires, pour « assainir les finances », alors même que les prévisions budgétaires sont déjà toutes obsolètes du fait du déclenchement de la guerre.

En fait, à une échelle plus petite, les dirigeants en Belgique ressemblent tout autant à des poules

sans têtes que les dirigeants américains ! Ils sont coincés entre les pressions des marchés financiers et celles des capitalistes de l'armement, entre leur volonté de se montrer de bons serviteurs des intérêts patronaux tout en gardant leur base électorale.

Ils sont incapables de se mettre d'accord, comme le montre le report du vote sur la réforme des pensions ou celui sur le plafonnement de l'index et l'augmentation des accises... tout en préparant de nouvelles attaques. Ces contradictions nourrissent à leur tour les crises politiques de demain et

offrent un boulevard à l'extrême droite et à de nouvelles attaques contre tous les travailleurs.

Alors une chose est sûre : aucun travailleur n'a intérêt à se solidariser avec les dirigeants impérialistes occidentaux. Nous avons une seule guerre à mener, c'est celle contre cette classe capitaliste et ses serviteurs politiques, celle pour redonner une perspective aux travailleurs, celle du renversement du capitalisme.

Editorial des bulletins d'entreprises du 29 mars

Dans les entreprises

Ouvrière le jour, serveuse la nuit

Selon Statbel, 315.000 travailleurs cumulaient deux emplois en 2025, 6,1% de la population belge occupée. Un nombre en augmentation, qui est le symptôme direct des salaires trop faibles.

Avec l'inflation et maintenant les prix du carburant qui atteignent jusqu'à 2,30 € le litre, beaucoup de travailleurs ne s'en sortent pas avec un seul salaire. Alors ils doivent trouver un deuxième emploi, travailler tôt le matin, tard le soir ou pendant la nuit, comme serveur, livreur ou aide-soignant... en plus de leur travail principal.

Cumuler plusieurs emplois a bien des conséquences sur la santé physique et mentale, engendre du stress et réduit la possibilité d'avoir du temps libre. Les travailleurs ont besoin de salaires qui suivent l'inflation et permettent de vivre !



Labos à vendre

En 2019, les fondateurs de l'entreprise de biotechnologie Univercells avaient réussi à allécher la Fondation Bill et Melinda Gates avec une promesse : produire des vaccins contre la polio pour dix fois moins cher que leurs concurrents ! Une pluie de subsides européens et

wallons était alors tombée sur ces capitalistes qui se prétendaient « philanthropes ».

Hélas, les promesses tardaient à se concrétiser. Le projet, fabriquer des unités de production de vaccins autonomes à destination des pays africains sous développés, se heurtait à de nombreux problèmes... Entre autres, les pays africains maintenus dans le sous développement manquent des infrastructures nécessaires !

La crise du Covid avait permis à l'entreprise d'obtenir des contrats de sous-traitance pour la production de vaccins. Mais désormais, dans un monde en guerre, les promesses commerciales de vaccins novateurs ne font plus rêver les investisseurs. La Fondation Bill et Melinda Gates et les autres fonds financiers sont partis en laissant les fonds des fermetures payer les préavis des 500 salariés.

Aujourd'hui, les curateurs désignés par un tribunal tentent

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

désespérément de trouver des repreneurs pour les laboratoires de hautes technologies largement financés par les fonds publics.

Une société chinoise est venue faire un tour puis est repartie, certains espèrent intéresser des Indiens, une médecin française reconvertie en intermédiaire propose ses services pour trouver des candidats « à l'international »...

La production est à l'arrêt. Les travailleurs galèrent pour retrouver un emploi dans ce secteur. Les subventions publiques sont parties vers les blindés et les avions de chasse. Quel gâchis !

Chimie : pas aux travailleurs de payer !

A peine le nouveau CEO est-il entré en fonction chez Oleon, entreprise chimique de la région d'Anvers, que sont annoncés 13 licenciements sur les 170 travailleurs que compte le site.

Oleon produit des graisses végétales utilisées, entre autres, dans l'industrie alimentaire. L'entreprise appartient depuis 2008 au groupe multinational Avril Group qui opère dans l'agroalimentaire et la chimie et emploie plus de 8.000 travailleurs dans 18 pays.

A Machelen, c'est AzkoNobel, le plus grand producteur mondial de peintures, qui licencie 89 personnes. Après les 600 licenciements annoncés à Anvers par BASF, on voit que l'hémorragie continue.

En réalité, c'est tout le secteur de la chimie qui est en restructuration au niveau mondial. Les plans de licenciements et des fermetures de site ont lieu partout. Cela après des décennies de vaches bien grasses. Comme le résumait le président du lobby patronal France Chimie en 2025 : « ce secteur industriel a connu quinze années de croissance ininterrompue, jusqu'à la crise liée à la

pandémie de Covid-19 ». Durant cette période, le taux de profit moyen dans la chimie était supérieur au taux de profit dans l'ensemble de l'industrie.

Aujourd'hui, pour maintenir leurs profits malgré la surproduction et la hausse des prix de l'énergie, dont le secteur chimique est particulièrement vorace, la classe capitaliste en concurrence presse la classe ouvrière.

Les délégations syndicales mènent chacune leurs concertations de soi-disant « partenaires sociaux ». Alors que la seule politique à défendre et à discuter largement est celle d'un contrôle par les travailleurs : que les comptabilités de ces entreprises soient rendues publiques et que les milliards de profits accumulés servent à maintenir les salaires et les emplois de tous.

Grève chez Bpost

Début avril, une majorité des 24.000 travailleurs de Bpost ont rejoint le mouvement de grève, tant en Flandre qu'en Wallonie, pour s'opposer aux projets de la direction : une journée de travail décalée de 2h et finissant largement après l'école des enfants, des horaires variables à la volonté des chefs, plus de mobilité entre les dépôts... Bref, un véritable bouleversement de l'organisation personnelle et familiale. Tout cela pour une grande flexibilité et supprimer encore plus d'emplois, comme les travailleurs en ont l'expérience.

Devant l'extension du mouvement, la direction de B-Post dé-



clare qu'elle "a entendu la demande des syndicats de suspendre le plan de transformation, le temps d'en négocier les modalités. Les parties ont convenu de conclure ces négociations d'ici fin avril 2026".

C'est la même manœuvre que la direction du TEC en février. Les patrons utilisent la soi-disant négociation pour mettre fin aux grèves et faire passer leur plan. La direction annonce déjà que l'accord sera bouclé fin avril !

Les grèves ne peuvent être efficaces que si elles sont sous le contrôle direct des grévistes et qu'elles s'élargissent y compris vers les autres secteurs concernés par les mêmes problèmes !

Offensive contre les cheminots

Le ministre Crucke (MR) poursuit son offensive contre les cheminots et les usagers du rail !

Conducteurs, accompagnateurs, ouvriers et techniciens s'étaient pourtant fortement mobilisés lorsque le ministre avait révélé ses intentions début 2026. Mais plutôt que de chercher à renforcer cette mobilisation, les directions syndicales ont adopté dans les mois qui ont suivi une stratégie de grèves éparpillées qui a répandu la lassitude et la démoralisation parmi les cheminots et n'a pas permis de construire un rapport de force.

Crucke a donc continué d'imposer son agenda. Mardi 31 mars, le texte du projet de réforme des chemins de fer a été approuvé en commission à la Chambre. Ce texte doit encore être voté par les parlementaires avant de devenir une loi. Si elle est adoptée, cette loi supprimera le statut des cheminots, affaiblira les syndicats du rail, et séparera administrativement les cheminots engagés par la SNCB de ceux embauchés par Infrabel.

Des attaques pour préparer l'ouverture à la concurrence

Crucke, le gouvernement et le patronat, préparent l'ouverture à la concurrence du rail prévue pour 2032. Leur but avoué est d'imposer les normes d'exploitation capitaliste aux cheminots, en s'attaquant aux conditions d'embauches ainsi qu'au poids de la représentation syndicale face à la direction

La fin du statut

Jusqu'à aujourd'hui, les cheminots, comme d'autres travailleurs du public, sont embauchés en tant que statutaires et non pas en tant que contractuels. Ce statut rend notamment plus difficile leur licenciement et les protègent partiellement de la violence patronale que connaissent partout les travailleurs intérimaires, en CDD ou en CDI, menacés en permanence de perdre leur emploi.

Crucke, le gouvernement et le patronat veulent mettre un terme à cette protection. Pour pouvoir disposer de la même arme que tous les capitalistes – la menace de licenciement – la réforme prévoit que les futurs embauchés du rail le soient sous contrat et non pas sous statut. Mais ce n'est pas tout : le ministre Crucke lui-même l'a admis à demi-mot au : cette mesure servirait aussi à faciliter les licenciements collectifs !

Finir avec HR Rail : diviser pour mieux régner

Aujourd'hui autant le personnel employé par la SNCB (responsable du transport de voyageurs) que celui d'Infrabel (responsable des infrastructures ferroviaires) sont embauchés par la même entreprise : HR Rail. Le projet de loi de Crucke prévoit de mettre un



terme à cette situation : chaque entreprise recevant la prérogative d'embaucher ses propres salariés.

La manœuvre vise deux objectifs du gouvernement et du patronat.

D'une part, il s'agit de séparer administrativement les cheminots de la SNCB de ceux d'Infrabel. Le but est de porter atteinte à la solidarité entre cheminots. Lors des prochaines attaques sur les salaires ou les conditions d'embauche, le gouvernement et les directions veulent pouvoir s'en prendre aux salariés d'Infrabel ou de la SNCB séparément, espérant ainsi rendre plus difficile une lutte qui unirait les salariés des deux entreprises. Cette tactique patronale n'est pas neuve : dans bien des entreprises capitalistes les salariés sont ainsi divisés en fonction de leurs contrats par la multiplication des sous-traitants !

D'autre part, le début de démantèlement d'HR Rail prépare de nouvelles étapes de la privatisation du rail. Séparer la SNCB d'Infrabel permettrait au gouvernement de privatiser progressivement le rail « par petits bouts ». C'est ce qui s'était passé avec la division de transport de marchandise B-Cargo, devenue SNCB logistics en 2011 pour ensuite être privatisée et devenir l'entreprise Lineas.

Attaque contre les syndicats

Même si les directions syndicales adoptent depuis longtemps une logique de « gestion » avec

les directions du rail, il arrive que sous pression des cheminots elles s'opposent aux attaques contre les conditions de travail des cheminots. Bien que cela n'ait pas empêché les reculs depuis des dizaines d'années, c'en est déjà trop pour Crucke et le patronat. Ainsi par sa réforme le ministre veut affaiblir les travailleurs en affaiblissant les syndicats du rail.

Le projet de loi prévoit donc la mise en place d'un « comité d'escalade » lorsque la concertation entre direction et syndicats s'enraye. Ce comité sera composé de trois représentants syndicaux et des CEO des trois sociétés du rail (SNCB, Infrabel et HR Rail) auxquels s'ajoutent les présidents des conseils d'administrations des trois sociétés. Il est prévu que ce comité décide aux deux tiers, permettant ainsi aux CEO des trois sociétés et aux trois présidents des conseils d'administrations de s'unir pour imposer leur décision aux dirigeants syndicaux.

En choisissant de disperser les luttes, les dirigeants syndicaux se tirent eux-mêmes une balle dans le pied, et ce sont les travailleurs qui en payeront le prix !

Encore moins de bus TEC

Alors que les transports en commun sont de plus en plus nécessaires, la direction du TEC a décidé de réduire l'offre de bus de 2%, dès le 1er avril dans la zone Liège-Verviers puis progressive-

ment dans toute la région wallonne. Cette réorganisation aggrave encore un peu la situation des quartiers particulièrement mal desservis en bus depuis la mise en place du tram liégeois.

La direction rejette la faute sur « l'absentéisme des chauffeurs ». Remarque méprisante qui a de quoi mettre en colère les chauffeurs de bus, comme l'un

d'eux qui s'est exprimé dans le journal SudInfo : « Il y a aussi un manque de techniciens, de contrôleurs et surtout de bus ! Un jour, il en manquait 35 ! Jeudi dernier, il y avait six chauffeurs au dépôt de Jemeppe qui jouaient aux cartes parce qu'il n'y avait pas de bus disponibles. »

S'il manque bel et bien aussi des chauffeurs, la responsabilité

incombe à la direction. Car si le recrutement se fait difficilement et que les chauffeurs tombent malades ou en accident de travail, c'est bien que les conditions de travail (horaires changeants et coupés, passagers agressifs etc.) sont pénibles et les salaires insuffisants.

Nous sommes tous des immigrés

Le travailleurs de Fedasil prennent la parole

Près de 500 travailleurs de Fedasil (l'agence fédérale chargée de l'accueil des demandeurs d'asile) ont dénoncé la politique migratoire inhumaine de l'État dans une lettre ouverte adressée à la ministre de l'Asile et la Migration, Annelien Van Bossuyt (N-VA).

Écœurés par le non-accueil de toujours plus de demandeurs d'asile, ils rappellent : « Les travailleurs de Fedasil se sont engagés au sein de cette agence pour accueillir, non pour mettre des personnes à la rue. »

Ils dénoncent les « violations quotidiennes de l'État de droit et de la dignité humaine, tant à l'égard des demandeurs d'asile que du personnel de l'agence. [...] Le budget pour le moment alloué ne permet pas [...] d'octroyer des conditions d'accueil dignes pour nos bénéficiaires, et des conditions de travail adéquates pour les employés de Fedasil. Les restrictions budgétaires ainsi que l'annonce récente de la fermeture de plusieurs de nos centres représentent également des menaces sur nos emplois. [...] Cette politique ne plonge pas seulement les bénéficiaires dans une détresse extrême, elle [...] expose égale-



ment [les travailleurs de Fedasil] à des risques juridiques réels. »

D'où vient la migration ?

Quitter son pays, abandonner la ville où l'on a grandi, laisser derrière soi ses proches, sa famille, ses amis... pour essayer de reconstruire sa vie dans un pays dont on ne parle pas la langue, dont on ne connaît rien, ni les lois, ni l'administration, ni même une seule personne sur qui compter. Ce choix n'est jamais réalisé de gaieté de cœur par les migrants qui risquent leur vie pour tenter de trouver un endroit sur la planète où ils auraient le droit de survivre en travaillant.

C'est la guerre, les bombardements et la misère qu'impose le capitalisme aux populations pauvres à travers le monde qui

poussent à la migration. Après avoir rendus invivables des pays entiers, les brigands à la tête de l'impérialisme rendent encore invivable la vie de ces travailleurs en les déclarant « illégaux », en leur refusant l'asile, en les enfermant et en les expulsant.

Accord xénophobe

La Belgique vient de signer un accord avec l'Algérie pour le renvoi dans ce pays des personnes de nationalité algérienne considérées « en séjour illégal » en Belgique. Cela concerne 2.250 personnes ayant reçu un ordre de quitter le territoire en 2025, dont 700 sont emprisonnées.

Le gouvernement belge prétend ainsi lutter contre la surpopulation carcérale en faisant le tri entre les prisonniers avec ou sans papiers pour expulser ces derniers du territoire. Cette politique ab-

jecte de division tente de masquer l'origine de la surpopulation carcérale.

Par exemple, le manque de place dans les centres de psychiatrie et les hôpitaux spécialisés, qui conduit à l'emprisonnement de personnes qui devraient pourtant être prises en charge dans des centres de soins adaptés. Le fait que la plupart des prisonniers sont des pauvres qui ont commis des petits délits, poussés par l'insécurité économique et la misère matérielle dans laquelle les plonge la société. Particulièrement s'ils sont sans-papiers. Alors que les riches ont presque toujours les moyens d'éviter la prison.

Le gouvernement ne cherche qu'à aggraver les conditions d'existence des sans-papiers car le patronat exploite encore plus fortement cette main d'œuvre extrêmement précaire.

À bas les frontières et le capitalisme !

Le non-accueil de demandeurs à Fedasil, les expulsions du

territoire, l'utilisation de la xénophobie et du racisme comme instruments de division des opprimés... cette situation pourrissante est la conséquence directe du pouvoir de la bourgeoisie, coincée dans les contradictions de son système en crise.

Malgré le développement de l'économie à l'échelle mondiale, la bourgeoisie a conservé ses intérêts nationaux et donc la concurrence entre pays qui aboutit jusqu'aux guerres. Les frontières, les prisons ou le nationalisme qui conduit au mépris des autres peuples, sont des instruments d'oppression et de division que la bourgeoisie utilise contre les travailleurs.

Au plus l'économie est mondialisée, au plus la bourgeoisie a besoin de ces outils pour défendre durement ses intérêts nationaux qui ne correspondent pas au développement réel, international, de la production et de la classe ouvrière.

Contrairement aux capitalistes, les travailleurs de tous les pays ont intérêt à lutter pour

l'abolition des frontières, pour la libre circulation pour tous et pour le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Engrenage sécuritaire

Le gouvernement fédéral fait passer une loi pour autoriser la police et les agents de l'Office des étrangers à arrêter à leur domicile les personnes sans titre de séjour pour les envoyer en centre fermé.

La ministre de l'Asile et de la Migration, Anneleen Van Bossuyt (N-VA), prétend que cette mesure vise « les criminels en situation irrégulière ». Comme aux USA, où Trump et sa police ICE considèrent comme « criminels » des ouvriers, des enfants ou même des handicapés, uniquement parce qu'ils n'ont pas de titre de séjour.

Chaque pas en avant vers des gouvernements plus répressifs et violents est accompli par des politiciens souriants qui nous disent que « c'est pour notre sécurité ».

Militarisation de la société

Retour de l'armée dans la rue

Depuis l'attentat du 9 mars contre une synagogue à Liège, l'Etat déploie de nouveau des militaires dans l'espace public, comme après les attentats de 2016. Le 23 mars, des militaires sont apparus à Anvers, Bruxelles et Liège autour de synagogues et d'écoles juives. Puis le 3 avril, des groupes de militaires ont été déployés dans des gares et des stations de métro à Bruxelles, sous prétexte de lutter contre l'insécurité.

La montée de l'antisémitisme est une conséquence dramatique de la politique criminelle du gou-

vernement israélien, soutenu par l'impérialisme, contre le peuple palestinien et dans les guerres qui embrasent le Moyen-Orient. L'armée dans les rues ne protégera pas la population juive d'attentats cruels qui ne servent même pas la cause de ceux qui les font. C'est même en plein cœur des villes israéliennes, avec une armée omniprésente, que de nombreux attentats ont fait le plus de morts.

Tant que la bourgeoisie plongera des peuples dans la guerre et d'autres dans la misère, l'insécurité, ainsi que les idées et les méthodes réactionnaires sous toutes leurs formes, continueront de proliférer.

Mais les guerres et la misère

engendrent aussi des révoltes collectives de la population. Le déploiement de militaires dans les rues par la bourgeoisie a un rôle bien précis : tenter d'habituer la population à être sous surveillance, disciplinée, et ne pas remettre en cause l'ordre établi.

Mais quand les soldats eux-mêmes sont entraînés dans l'élan révolutionnaire, le pouvoir de la bourgeoisie s'effondre.

De l'auditoire à la caserne ?

Fin mars, près de 3.000 étudiants ont manifesté à Bruxelles contre la hausse du minerval. Le prix d'inscription aux études supé-

rieures pourra atteindre 1.194 euros par an. Et pas seulement pour les ménages favorisés : 58 % des étudiants seraient concernés.

Auparavant, le minerval maximal était de 835 € à l'université et autour de 370 € en haute école, parfois même 175 €. Pour certains étudiants, le minerval pourrait donc être multiplié par six ! Quant aux étudiants non-européens, ils doivent pour beaucoup, en plus du minerval, payer des droits d'inscription supplémentaires qui dépassent les 4.000 euros par an. Pour de nombreux étudiants, en particulier ceux issus des milieux populaires, cette hausse qui s'ajoute au coût de la vie, aux loyers et autres dépenses, peut devenir un véritable frein aux études.

« Hausse brutale, futur banal » pouvait-on lire sur une pancarte. Oui, le futur des jeunes, et en particulier de ceux des classes populaires, est pire que banal. Alors qu'étudier va coûter de plus en plus cher, l'armée, elle, rémunère ses étudiants officiers et sous-officiers et le nouveau service militaire volontaire est rémunéré 2.000 euros nets par mois. L'avenir que ce système prépare aux jeunes est clair : il faudra être de plus en plus privilégié pour pouvoir accéder aux études. Quant aux jeunes des classes populaires, ils sont poussés à devenir de la chair à canon pour les futures guerres impérialistes ! Pour contrer cet avenir, c'est tout ce système capitaliste qu'il faudra renverser.

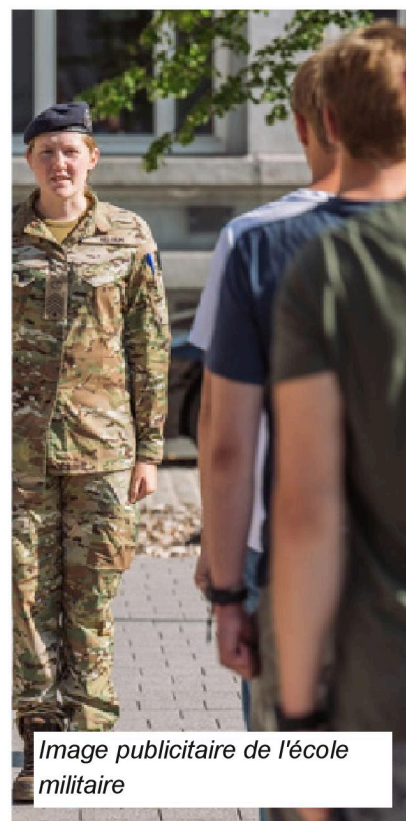


Image publicitaire de l'école militaire

Leur Etat

Sénat : fin d'une chambre conservatrice ?

Le gouvernement fédéral a lancé la suppression du Sénat au nom des économies budgétaires. Depuis la sixième réforme de l'État (2014), cette « chambre haute » du Parlement fédéral n'était plus guère qu'une coquille vide, servant surtout à recaser quelques politiciens non élus.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi. En 1831, l'Assemblée constituante belge met en place les deux chambres du Parlement fédéral qui existent encore aujourd'hui : la Chambre des Représentants et le

Sénat.

Le Sénat est la chambre chargée de représenter les intérêts de l'aristocratie et des grands propriétaires terriens. Son élection est encore moins démocratique que celle de la Chambre - qui représente les intérêts de la bourgeoisie. Pour y être élu, il faut avoir au moins 40 ans et payer un impôt très élevé. Résultat : à peine 400 personnes sont éligibles au Sénat. Leur mandat dure huit ans, pour les mettre encore davantage à l'abri des pressions populaires. Et à l'époque, seuls les hommes riches ont le droit de vote. L'immense majorité de la population est exclue de toute représentation politique.

Cette exclusion, les militants ouvriers vont la combattre. En avril 1893, une grève générale insurrectionnelle pour le suffrage universel effraie la bourgeoisie. Celle-ci réprime durement le mouvement, mais doit céder en partie : elle accepte le principe du

suffrage universel... plural. Tous les hommes peuvent voter, mais pas les femmes, et la voix d'un bourgeois compte jusqu'à trois fois celle d'un ouvrier. Dans ce système, le Sénat devient plus encore le contrepoids conservateur à la Chambre des représentants, où quelques députés socialistes ont fait leur entrée.

Après la Première puis la Deuxième Guerre mondiale, et sous la pression de la révolution victorieuse en Russie, la bourgeoisie est contrainte de consacrer le suffrage universel et de l'étendre aux femmes. Mais le Sénat conserve sa fonction de chambre conservatrice. Jusqu'en 2014, les enfants du roi y siégeaient encore de droit, sans élection.

Avec le triomphe du capitalisme, l'aristocratie s'est depuis longtemps fondue dans la bourgeoisie. Un parlement réservé aux nobles ne leur sert plus à rien aujourd'hui.



Plus-values : les grandes fortunes se portent bien

Début avril, le parlement a voté la loi sur la « taxe des plus-values ». Cette taxe avait servi de faire-valoir à Vooruit au milieu du programme ouvertement patronal du gouvernement Arizona. Finalement, elle est adoptée avec retard et sans surprise, elle correspond parfaitement à son véritable objectif : un écran de fumée.

La mesure est censée taxer à 10 % les gains réalisés lors de la revente d'actions et autres titres financiers. Mais de nombreuses exceptions, comme la durée de détention ou le fait de posséder au moins 10 % d'une entreprise ou 2,5 millions d'euros, permettent aux sociétés de contourner largement la mesure. En pratique, les seuls réellement touchés sont des petits patrons indépendants, des employés qui gagnent un salaire suffisamment élevé pour « boursicoter », et des... ASBL.

Le gouvernement disait espérer en tirer 236 millions d'euros en 2026. Mais de nouveaux calculs ont montré que même ce montant modeste ne sera pas atteint. Dans le même temps, la Belgique consacre déjà environ 2 % du PIB à la « défense », soit plus de 14 milliards par an, et prévoit encore d'augmenter ce montant pour atteindre 5% du PIB.

Le gouvernement applique son programme : défendre les intérêts de la grande bourgeoisie par des cadeaux et des commandes militaires. Quant à faire payer un peu les petits bourgeois, cela ne les dérange pas plus que d'exploiter les ouvriers.

La chasse aux pauvres continue

Le MR a déposé une proposition de loi pour limiter l'accès au statut BIM (bénéficiaire de l'intervention majorée).

Aujourd'hui, 21% de la population belge bénéficie du statut

BIM. C'est une aide insuffisante mais vitale car elle permet un remboursement majoré pour les soins de santé comme les consultations chez le médecin, la kiné, ou les visites de l'infirmier à domicile. Pour les médicaments ou les hospitalisations.

Elle donne l'accès à certains tarifs sociaux pour les transports en commun ou pour des contrats d'électricité, de gaz, de téléphonie, d'internet. Le statut BIM peut aussi donner des réductions dans les activités culturelles et sportives.

Pour beaucoup, l'exclusion du statut BIM signifierait l'exclusion quasi complète de tous ces services qui sont pourtant essentiels.

Après les chômeurs et les malades de longue durée, le MR s'en prend aux bénéficiaires BIM. Cette chasse aux plus pauvres, cyniquement désignés « profiteurs », sert à détourner l'attention des milliardaires dont les fortunes explosent.

Les mauvais comptes font les bons copains

Georges-Louis Bouchez a annoncé la nomination de son chef de cabinet, Axel Miller, à la tête de la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPIIM).

Ce holding public regroupe les participations de l'État fédéral dans plusieurs entreprises privées. Parmi elles, Belfius, que le gouvernement veut aujourd'hui privatiser après l'avoir sauvée de la faillite à coups de milliards d'argent public. À l'époque, Belfius s'appelait encore Dexia. Or au moment de cette faillite, Dexia était dirigée par... Axel Miller.

La faillite de Dexia n'a pas seulement coûté des milliards à l'État. Elle a aussi provoqué la faillite d'Arcopar, ruinant au passage 800.000 épargnants. Axel Mil-



ler, lui, s'en est sorti avec une prime de 800.000 euros.

Après avoir contribué à ruiner les petits épargnants et l'État, Miller se retrouve aujourd'hui recasé à la tête de la SFPIIM - et donc de Belfius. Dans le monde bourgeois, les faillites et les scandales n'empêchent ni les promotions ni les fauteuils dorés, tant qu'on reste utile aux capitalistes.

Copains comme cochons

Le parc animalier Pairi Daiza, propriété d'Éric Domb (405ème fortune de Belgique, avec 56 millions d'euros) et de Marc Coucke (45ème fortune du pays, avec plus d'un milliard d'euros) est choyé par l'État. Il n'est sans doute pas étranger à cette générosité qu'Éric Domb soit proche du MR : Georges-Louis Bouchez l'a d'ailleurs nommé administrateur de Proximus en février.

Malgré des actionnaires riches et des profits confortables - 16 millions d'euros de bénéfice en 2024 -, Pairi Daiza est

l'entreprise qui a reçu le plus de subsides en Wallonie : 11,5 millions d'euros entre 2022 et 2025.

Et les cadeaux publics ne s'arrêtent pas là.

En 2024, la Wallonie investit 14,7 millions d'euros pour « améliorer la mobilité autour de Pairi Daiza ». En 2025, la SNCB et Infra-bel ajoutent encore 4,4 millions pour construire une nouvelle gare plus proche de l'entrée du parc. Quand il s'agit de servir les copains capitalistes, les discours sur l'austérité sont vite oubliés.

Mais les largesses ne sont pas seulement financières. Le Code de l'aménagement du territoire vient d'être modifié pour permettre aux parcs zoologiques d'introduire des demandes de modification des plans de secteur. En clair : Pairi Daiza pourra demander qu'une zone forestière ou un espace vert soit transformé en zone de loisirs,

afin d'étendre encore le parc.

Et ce n'est pas fini. Récemment encore, le MR voulait modifier le Code du bien-être animal pour permettre à la Wallonie d'accueillir des dauphins ; une perspective qui plaisait, là encore, beaucoup à Éric Domb. L'amendement n'a finalement pas été retenu. Mais le ministre-président wallon Adrien Dolimont (MR) continue de pousser pour que la Wallonie « sauvegarde » les dauphins d'Europe.

À défaut d'avoir sauvé les dauphins, il aura au moins gâté les requins...



Rien contre les cochons de Pairi Daiza

Local

Mons

Hôpitaux qui pleurent...

Le 1er avril, les équipes des blocs opératoires des hôpitaux Helora de Constantinople (Ex-Saint Joseph) et Warquignies ont débrayé par crainte pour la survie de leurs services.

De plus en plus d'opérations sont regroupées sur le site Kennedy (ex-Ambroise Paré). Lors de la fusion des anciens hôpitaux au sein du groupe Helora, la direction rassurait le personnel en agitant le projet du grand hôpital de Jemappes censé accueillir tous ces

services. Mais avec la réforme des soins hospitaliers du gouvernement actuel, le projet est « au frigo »... ou à la morgue.

Ces trente dernières années, le PS au pouvoir a poussé à la création de grands groupes hospitaliers par l'absorption des petits pour en faire des entreprises capitalistes qui rapportent du profit. Ce qui reste, c'est la concurrence entre sites hospitaliers pour survivre et des conditions dégradées pour les soignants et les malades.

... armée qui rit !

Le gouvernement fédéral a décidé d'installer une caserne sur l'ancien site de la protection civile

à Ghlin.

500 militaires et des dépôts d'armes remplaceront les équipes de sauveteurs et de lutte contre les inondations, parties avec la fermeture du site en 2019. « Pour l'emploi, c'est intéressant » affirme Georges-Louis Bouchez.

Avant, les politiciens expliquaient aux enfants de mineurs sans emplois que « l'avenir de la région, c'est le tourisme. » Demain, ce seront les entreprises de pompes funèbres et les fabricants de prothèses pour les morts et les blessés de leurs sales guerres pour le pétrole.

Un monde en feu

Trump menace les désobéissants

Trump reproche à des pays de l'OTAN, dont la France, l'Espagne et l'Italie, de ne pas avoir autorisé le survol de leurs territoires ou l'utilisation des bases de l'OTAN pour acheminer des équipements militaires à Israël dans le cadre de la guerre contre l'Iran. « Si nous en sommes arrivés au point où l'alliance de l'Otan nous empêche d'utiliser ces bases, où nous ne pouvons en fait plus les utiliser pour défendre les intérêts des États-Unis, alors l'Otan est une voie à sens unique » déclare-t-il à la suite de son secrétaire d'État, Marco Rubio, qui surenchérit et menace d'un possible retrait des États-Unis de l'alliance militaire.

Plus la guerre se généralise, plus Trump et les capitalistes américains veulent forcer leurs alliés à marcher derrière les États-Unis. Pour l'État américain, tous doivent se soumettre et servir ses intérêts, sans quoi les alliés du moment sont menacés d'être repeints en

adversaires.

Aujourd'hui, l'administration américaine en reste au stade de l'intimidation et des pressions économiques et diplomatiques : insultes, droits de douanes, exigences sur le Groenland, etc. Mais qu'en sera-t-il dans les mois et les années qui viennent ? Faudra-t-il choisir entre s'engager dans les prochaines guerres déclenchées par l'impérialisme américain, ou bien subir les rétorsions des États-Unis ?

Les impérialistes de seconde zone se préparent à se soumettre

Il ne faut pas se laisser illusionner par les quelques résistances des dirigeants d'Angleterre, de France, d'Italie ou encore d'Espagne face aux exigences de Trump. Dans le panier de crabes des relations entre États capitalistes, chacun joue des pinces pour tenter de défendre les intérêts de ses capitalistes nationaux. Mais face aux exigences du plus puissant d'entre eux, ni Macron, ni Meloni, ni Starmer ne voudront

résister longtemps !

Les capitalistes français, italiens, ou anglais ne seront prêts à renoncer ni à l'accès aux marchés américains, ni à la spéculation sur ses marchés financiers, ni à l'accès à ses technologies et encore moins aux profits qu'ils espèrent tirer des guerres, comme l'accès à des ressources, à des marchés ou encore des contrats d'armement et de reconstruction. Pour tout cela, ils n'hésiteront pas à vendre la peau de nos enfants !

Déjà, le Premier ministre britannique Keir Starmer a déclaré que le Royaume-Uni accueillerait une réunion d'environ 35 pays pour discuter de la réouverture du détroit d'Ormuz.

Quant au gouvernement belge, il a déjà renoncé à toute prétention à l'insoumission : le ministre des Affaires étrangères, Prévot (Engagés), a déjà fait savoir que la Belgique n'envisage pas de fermer son espace aérien aux avions américains, et Bouchez (MR) déclarait « Ceux qui pensent que ce n'est pas notre guerre se trompent », « notre », en parlant au nom de la bourgeoisie belge.

Peine de mort en Israël

Le 30 mars, le Parlement israélien a voté une loi établissant la peine de mort, conçue pour cibler directement les Palestiniens, notamment ceux qui s'opposent aux expropriations de terres en Cisjordanie ainsi que les 9.300 prisonniers palestiniens d'Israël.

Le vote de cette loi d'apartheid revient, entre autres, à légitimer les attaques meurtrières, toujours plus nombreuses et violentes, commises par les colons d'extrême droite israéliens en Cis-



Scènes de destruction à Beyrouth, photo: Al Jazeera

jordanie.

Ce pas supplémentaire dans la persécution des Palestiniens s'accompagne du durcissement de l'aspect dictatorial contre les Israéliens qui dénoncent la politique de guerre de l'État israélien. Le 28 mars, quelques centaines d'entre eux ont manifesté à Tel Aviv et à Haïfa et ont été violemment réprimés.

aide familiale depuis 34 ans et est également déléguée syndicale.

Pourtant, aucune pénurie d'hydrocarbure ne frappe encore la Belgique. Même si l'Iran menace les bateaux qui transportent le pétrole depuis les pays du Golfe, il faut attendre entre un et six mois entre l'extraction des hydrocarbures et leur vente pour la consommation : aujourd'hui les entreprises de l'énergie profitent

trois mois. Mais la région du Golfe fournit près d'un cinquième des hydrocarbures consommés dans le monde, sans compter des tonnes d'engrais ou encore d'hélium ! Si le conflit se prolonge encore pendant des mois, les risques de pénuries pour l'économie mondiale ne feront qu'augmenter et c'est aux populations que les capitalistes voudront faire payer la note de cette guerre !

Le seul et unique moyen de ne pas être roulés dans la farine et d'assurer nos intérêts vitaux est que nos salaires, nos allocations et nos retraites suivent les hausses de prix et que nous nous organisions pour les contrôler nous-mêmes. Il faut donc se battre pour récupérer sur nos salaires l'équivalent du trou creusé par la flambée des prix de l'essence et de tous les autres produits. Si nous avons perdu 50 ou 100 euros en mars, il nous faut 50 ou 100 euros en plus sur notre salaire !

Il n'y a pas d'autre option. Il n'y a qu'à voir le « dispositif d'aide » à destination « [des] ménages vulnérables et [des] travailleurs dont les frais de déplacement augmentent » décidé par le gouvernement et dont le MR fait sa publicité. Pour ceux qui en bénéficieront, ce sera probablement un bol d'air bienvenu mais insuffisant, et qu'en est-il de tous ceux qui n'y auront pas droit ?! D'autant plus que ces « aides » seront financées par les travailleurs eux-mêmes avec l'augmentation des taxes ! Sans prendre sur les profits des capitalistes, voilà tout ce qu'il y a à attendre de l'intervention des gouvernements : des mesures payées par les travailleurs !

Or, quand les prix explosent et que les budgets se resserrent d'un côté de la société, de l'autre les profits s'accumulent par milliards. C'est là qu'il faut prendre l'argent : sur les profits engendrés



Faire payer les profiteurs et spéculateurs de guerre !

Il faut maintenant déboursier 10 à 30 euros de plus pour faire le plein. Une fois de plus, nous nous retrouvons rackettés avant même d'avoir commencé notre journée de travail ! Certains, qui ont les plus petits salaires et habitent loin de leur lieu de travail perdent même peut-être de l'argent en allant travailler. C'est le cas des aides familiales à domiciles, « au bout d'un moment, le choix est simple : soit tu donnes à manger à tes enfants, soit tu mets du carburant pour aller travailler » dénonce Corinne, 52 ans, qui travaille comme

de la guerre pour faire exploser le prix de carburant qu'elles ont acheté à bas coûts il y a des mois et rafler la mise ! Sans compter que sur 100 litres de pétrole importés en Belgique, seuls 4 litres viennent des pays du Golfe. Les prix montent uniquement à cause de la spéculation !

Et le pire est à venir. Les capitalistes de tous les secteurs vont répercuter la hausse des prix de l'énergie sur le prix de toutes les marchandises. A cela s'ajoute que personne, même pas Trump, ne sait comment va évoluer la guerre en Iran.

Aujourd'hui, contrairement à d'autres pays en Asie, il n'y a pas encore de pénurie en Europe, et les pays les plus riches, comme la Belgique, affirment disposer de stocks pour une période d'environ



par les capitalistes de l'énergie, de la finance et des autres secteurs !

C'est pour cela que la proposition du PTB de « supprimer les accises » ne peut pas suffire. Oui cet impôt injuste mériterait de disparaître ! Mais si l'argent collecté par cette taxe n'est pas compensé par les capitalistes, ce sont les travailleurs qui finiront par payer par des restrictions budgétaires ou des hausses d'autres impôts !

USA : manifestations contre Trump, l'ICE et la guerre

Pour la troisième fois en moins d'un an, des millions de manifestants – peut-être huit millions – ont protesté le 28 mars dans les rues de plus de 3.000 villes américaines, grandes et petites, contre la politique de Donald Trump.

Cette mobilisation conteste l'autoritarisme de Trump, d'où la bannière « No Kings », pas de rois, qui rassemble tous ceux qui s'opposent au milliardaire président.

De nombreuses pancartes ciblaient aussi l'ICE, la police anti-immigrés, qui a démontré sa violence de Los Angeles à Chicago, et surtout à Minneapolis. Des dizaines d'immigrés sont morts de mauvais traitements dans des centres de rétention, et deux militants protestant contre la chasse aux sans-papiers ont été tués par cette police dans les rues de Min-

neapolis en janvier. Des millions de travailleurs vivent dans la peur d'être arrêtés, arrachés à leur famille et à leur travail, et expulsés du pays après y avoir passé des décennies.

Que des foules manifestent contre ce harcèlement policier ne peut que reconforter les travailleurs ciblés par l'ICE. Cela démontre que la division de la classe ouvrière peut être surmontée et qu'il est possible de s'organiser pour mettre des bâtons dans les roues de l'appareil policier et des dirigeants de Washington.

C'est ce qu'a fait une partie de la population à Minneapolis en début d'année, démontrant l'impopularité de cette machine à broyer les travailleurs immigrés et forçant l'ICE à quitter la ville où elle avait été déployée par le gouvernement Trump. Le 28 mars, à nouveau, une immense manifestation de plus de 100.000 personnes s'est déroulée dans cette ville.

Dans de nombreux cortèges, l'hostilité à la guerre déclenchée contre l'Iran s'est aussi exprimée. Aux États-Unis, la population subit une hausse importante des carburants : en un mois l'essence a augmenté de 31 % à la pompe et le gasoil de 38 %. Cela contribue à rendre la guerre impérialiste au Moyen-Orient impopulaire, malgré les discours de victoire répétés quotidiennement par Trump. Les travailleurs peuvent voir que la

guerre contre les Iraniens se mène aussi contre eux.

Les difficultés croissantes que Trump rencontre profitent à ses concurrents démocrates qui ont récemment gagné quelques élections partielles et espèrent gagner les élections de mi-mandat dans sept mois. Plusieurs dirigeants démocrates ont profité de la mobilisation du 28 mars pour prendre la parole et appeler les manifestants à voter pour eux pour se débarrasser de Trump. Mais les démocrates au pouvoir sont tout autant au service des capitalistes. Et ils ont initié, ou souvent mené ensemble, de nombreuses guerres : Corée, Vietnam, Haïti, Libye, Yougoslavie, Irak... Et ils continueront à s'en prendre aux travailleurs immigrés.

La manière dont toute une partie de la population de Minneapolis s'est organisée en janvier et février, sans attendre grand-chose des politiciens, et en empêchant chaque jour l'ICE d'agir dans les rues de leur ville, est une perspective bien plus riche pour l'avenir.

**Suivez nous
sur les réseaux :
Lutte Ouvrière Belgique**
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be